

*L'Adresse—M. Ogle*

Je voudrais rappeler, en quelques mots, que la question économique implique bien des valeurs morales qu'on préconise au Canada. Les évêques canadiens ont considéré, encore une fois cette année, que l'économie avait une telle importance qu'il fallait l'envisager sur le plan moral. Or, il y aura exactement un an la première semaine de janvier que la Conférence des évêques catholiques soumettait à tous les Canadiens ses réflexions sur l'aspect moral de la crise économique. Ils ont rappelé, sans équivoque possible, qu'il fallait tenir compte de certaines valeurs morales en temps de crise comme celle que nous connaissons en rappelant notamment que les questions humanitaires primaient sur les bénéfiques. Autrement dit, la priorité des valeurs humaines sur l'argent. Au Canada, il y a des gens qui ne vivent pas dans la prospérité ni dans la paix de l'âme, et nous devons nous rappeler qu'au fond, le gouvernement ne s'est pas préoccupé du problème des chômeurs. Qu'advient-il des jeunes? Qu'advient-il des personnes d'âge mûr qui ont perdu leur emploi sans espoir d'en trouver un autre? Qu'en est-il de ceux qui se croient inutiles parce qu'ils n'ont pas de travail valable?

Après la déclaration que les évêques catholiques du Canada ont adressée au gouvernement en janvier dernier, le cardinal Carter de Toronto a fait savoir qu'il n'était pas certain de l'opportunité de cette intervention, mais ensuite, il a eu la bonne idée de créer sa propre commission d'enquête sur la situation économique des Torontois et ses incidences d'ordre moral, familial et autre sur la vie des gens dans cette grande ville.

La commission vient tout juste de remettre son rapport au cardinal. Les mots que j'ai cités sont tirés du *Globe and Mail* et proviennent d'une entrevue qu'il a accordée après la présentation de ce rapport. Le rapport s'intitule: «Canada's Unemployed—the Crisis of Our Time». Y ont collaboré essentiellement des groupes de citoyens de la région de Toronto, mais leurs propos sont certainement représentatifs de ce que pensent les Canadiens en général.

● (1630)

Un des arguments qu'on y présente m'a paru fort opportun compte tenu de l'intérêt que je porte à l'activité internationale et à ses effets sur l'activité canadienne. Dans leur déclaration de janvier dernier, les évêques n'ont pas suffisamment insisté sur le fait que le Canada fait partie intégrante de la collectivité internationale et que nous ne saurions régler nos problèmes économiques en vase clos, c'est-à-dire en ne tenant pas compte des pays du tiers monde et autres où la main-d'œuvre et les ressources minières sont bon marché. Voilà pourquoi il s'impose à tout prix que les planificateurs, quels qu'ils soient, se penchent sur la situation mondiale alors qu'ils cherchent à régler les problèmes nationaux. Force leur sera de constater à maintes reprises que nous devons nos difficultés à des étrangers, par exemple dans les pays en bordure du Pacifique ou en Amérique du Sud. On a hélas négligé dans le discours du trône de clairement préciser leur rôle. On n'en a même pas tenu compte. Et pourtant, bon nombre des décisions touchant les Canadiens sont le fait des multinationales.

La meilleure preuve que je puisse en donner, c'est le fait que nous entendons souvent des députés lancer «Schefferville» en guise de reproche à l'adresse de l'honorable chef de l'opposition (M. Mulroney), étant donné le rôle qu'il a joué lorsque la

compagnie minière établie dans la région a dû fermer ses portes. Or, je sais pertinemment qu'il n'a guère eu voix au chapitre. En effet, le siège de la compagnie se trouvait à Cleveland et ses administrateurs savaient que l'on pouvait extraire du minerai de fer à meilleur marché en Amérique latine. Ils savaient également qu'il leur était possible d'ouvrir sans problème aucun des raffineries et des aciéries en Amérique du Sud où les gouvernements n'ont pas les moyens de se défendre contre les méfaits de la pollution et des déchets toxiques, contre l'exploitation de la main-d'œuvre et autres problèmes du genre. Nous jetons bien l'anathème sur le chef de l'opposition en criant «Schefferville», mais nous savons bien au fond qu'il est lui aussi une victime. Il est en effet la victime d'une multinationale qui avait décidé de se servir d'un homme de son calibre pour gérer ses affaires au Canada; et quand celle-ci n'a plus trouvé son compte chez nous, elle a plié bagage, laissant son gestionnaire payer les pots cassés.

Pour conclure, dans le rapport remis au cardinal Carter, à Toronto, cette semaine, on retrouve certaines constatations positives élogieuses pour l'ensemble des Canadiens. S'il arrive parfois qu'ils sont sous le coup de vives tensions causées par la privation d'un emploi, ils conservent néanmoins un sens pratique dont nous devrions nous inspirer à la Chambre des communes.

Le rapport fait six grandes constatations générales. D'abord, pour être réaliste, toute politique ou toute pratique a besoin aussi bien de l'apport et des conseils des gens ordinaires que de ceux des experts. Car il ne faut pas sous-estimer la sagesse populaire. Il arrive souvent que ce sont les experts qui proposent de réaliser les choses de telle façon et que ce sont les petites gens qui en souffrent.

En second lieu, la plupart des Canadiens estiment que toute entreprise publique et privée doit refléter une certaine conscience sociale, mais jusqu'à présent, personne ne s'entend sur ce qui constitue précisément une conscience sociale. Par exemple, comment prendre une décision morale au sujet d'un problème social complexe? Naturellement, je n'ai pas de réponse toute prête, mais à la veille du temps de Noël, temps propice à la promotion de la paix, je crois qu'il y a au moins un principe dont il faudrait toujours tenir compte: «Faites aux autres ce que vous voudriez qu'on vous fît à vous-même». Où que ce soit il faut partager la souffrance des miséreux.

Troisièmement, le rapport révèle que la plupart des gens souhaitent des changements dans la pensée, les attitudes, les institutions, les rapports et les sentiments, changements qui, selon la majorité, devraient provenir du système actuel. Cependant, ce n'est pas encore la révolution, bien que le cardinal admette que si la situation mondiale ne s'améliore pas, cela pourrait bien arriver.

Quatrièmement, même ceux qui sont victimes du chômage conservent une générosité d'esprit, ce qui me paraît encourageant. Cependant, cette patience peut avoir ses limites si ni les institutions ni les responsables ne font d'effort pour changer les choses. C'est un message assez clair et à la Chambre et au gouvernement.

En cinquième lieu, l'assistance publique accrue n'est pas la meilleure solution. Car la seule solution acceptable et réaliste à long terme est d'offrir des occasions d'emplois convenables, le seul moyen de promouvoir la dignité personnelle.